



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DÉLIBÉRATION 2015 39 - Modification des statuts du Syndicat mixte Autolib' Métropole

Séance du Comité syndical du 9 novembre 2015

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte Autolib' Métropole ;

Vu l'article 9 des statuts du syndicat mixte Autolib' Métropole ;

Considérant qu'il convient, compte tenu du déménagement du Syndicat mixte Autolib' Métropole le 1^{er} février 2016, de modifier l'article 4 des statuts du Syndicat mixte Autolib' Métropole ;

Le Comité syndical, après en voir délibéré,

APPROUVE la modification de l'article 4 des statuts concernant le changement d'adresse du siège du Syndicat à compter de février 2016, au 2 rue Jean Lantier – 75001 Paris.



La Présidente,

M. de la Gontrie

Marie-Pierre de La Gontrie



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2015 39 - Modification des statuts du Syndicat mixte Autolib' Métropole

Séance du Comité syndical du 9 novembre 2015

EXPOSÉ DES MOTIFS

Il est prévu que le Syndicat mixte Autolib' Métropole, situé 16 rue de la Banque – 75002 Paris, déménage en février 2016, dans des locaux plus fonctionnels et moins coûteux, au 2 rue Jean Lantier - 75001 Paris.

Il convient donc à compter du 1er février 2016 de modifier l'article 4 des statuts qui précise l'adresse du siège du Syndicat mixte Autolib' Métropole.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente



Autolib* Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

PROJET DE MODIFICATION DES STATUTS

Article 1^{er} – Dénomination – Composition

Il est décidé de créer le Syndicat mixte d'automobiles en libre service en application des articles L5721-1 à 5722-6 du C.G.C.T. qui sera dénommé « **Autolib' Métropole** ».

Peuvent être membres du présent Syndicat avec voix délibérative, les collectivités suivantes :

- la Ville de Paris
- les 412 communes de la Région Ile-de-France comprises dans l'« unité urbaine de Paris 2010 » au sens de l'INSEE (cf. annexe)
- les Établissements publics de la Région Ile-de-France compris en partie ou en totalité dans l'« unité urbaine de Paris 2010 » au sens de l'INSEE (cf. annexe)
- La Région Ile-de-France
- Les Départements d'Ile-de-France

A la date de création du présent syndicat, sont membres :

- La communauté d'agglomération Plaine Centrale du Val de Marne
- La communauté d'agglomération Val de Seine
- La commune d'Arcueil
- La commune de Bagnolet
- La commune du Bourget
- La commune de Cachan
- La commune de La Garenne-Colombes
- La commune des Lilas
- La commune de Montrouge
- La commune de Nanterre
- La commune de Neuilly-sur-Seine
- La commune de Pantin
- La commune de Paris
- La commune de Saint-Mandé
- La commune de Sceaux
- La commune de Villeneuve-la-Garenne

D'autres membres répondant aux conditions fixées au présent article pourront éventuellement adhérer dans les conditions fixées à l'article 6 des présents statuts.

Article 2 – Objet du Syndicat mixte

Conformément à l'article L. 5721-2 du C.G.C.T., les collectivités membres du présent Syndicat mixte se groupent pour l'étude, la réalisation et l'exploitation d'un service public de véhicules automobiles en libre service dénommé « Autolib' ».

La réalisation s'étend aux ouvrages annexes nécessaires au bon fonctionnement du service.

L'objet du Syndicat mixte peut être modifié à l'unanimité des membres du Comité syndical.

Cette exploitation peut être déléguée à un opérateur public ou privé.

La Ville de Paris accorde une licence d'exploitation gratuite de la marque « Autolib' » au Syndicat mixte.

Article 3 – Périmètre de compétences du Syndicat mixte

Le périmètre de compétences du Syndicat mixte comprend le territoire des communes et de leurs établissements publics potentiellement membres du Syndicat tels que mentionnés à l'article 1.

Article 4 – Siège

Le siège du Syndicat mixte est fixé à l'adresse suivante : 2 rue Jean Lantier, 75001 Paris.

Article 5 – Durée

Le Syndicat mixte est constitué pour une durée illimitée à compter de la publication de l'arrêté préfectoral approuvant la création de cet établissement.

Il pourra être dissout conformément aux articles L 5721-7 et L 5721-7-1 du C.G.C.T.

Article 6 - Admission de nouveaux membres

Toutes les personnes publiques visées à l'article L. 5721-2 du C.G.C.T. et mentionnées à l'article 1 des présents statuts, peuvent demander à adhérer au Syndicat mixte.

La décision d'adhésion d'un nouveau membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués au Comité syndical. La délibération d'adhésion d'un nouveau membre fixe sa contribution au budget du Syndicat mixte.

Article 7 - Souscription de stations

Lors de la création du Syndicat mixte, les communes ou les établissements publics membres souscrivent un nombre de stations Autolib' à implanter sur leur territoire. Le Syndicat mixte fixe, à la mise en service d'Autolib', le montant de la participation aux investissements due par les communes ou leurs établissements publics pour chaque station implantée sur leur territoire.

Toutefois, les communes et établissements publics qui adhèrent au Syndicat mixte postérieurement à la date de mise en service d'Autolib' acquittent une souscription correspondant au coût effectif des travaux nécessaires. L'éventuelle majoration du coût résultant des investissements nécessaires postérieurement à la mise en service d'Autolib' est plafonnée à 20 % du montant de la participation prévue à l'alinéa précédent (en sus de l'actualisation des prix).

A la demande des communes ou de leurs établissements, le Syndicat mixte peut souscrire un emprunt couvrant tout ou partie des participations dues par les communes ou les établissements pour les stations implantées sur leur territoire.

Le Syndicat mixte se fait ensuite reverser la participation prévue à l'alinéa précédent pour un montant équivalent aux annuités de remboursement de cet emprunt, capital et intérêts, par les communes concernées, sur une base annuelle et sur une durée de dix ans ou sur la durée de la délégation de service public dans le cas où ce mode de gestion est retenu.

La Région et les Départements membres participent soit par le biais du versement d'une subvention d'investissement soit par le biais d'un abandon des indemnités d'occupation du domaine public départemental. Dans le premier cas, la subvention est convertie en « équivalent-stations » sur la base du coût moyen versé par les communes et établissements membres pour les stations souscrites lors de la création du Syndicat mixte. Jusqu'à la mise en service du système, ce coût moyen est fixé par hypothèse à 50 000 €. Il sera ajusté à la mise en service du système en fonction du coût réel constaté.

Article 8 - Retrait d'un membre

Le retrait d'un membre du Syndicat mixte peut s'effectuer dans les conditions prévues à l'article L. 5721-6-2 du C.G.C.T. après délibération du Comité syndical. Une majorité qualifiée des deux tiers des votes exprimés en faveur du retrait est nécessaire pour que celui-ci soit accepté.

Le cas échéant, une convention règle les modalités d'indemnisation du Syndicat mixte au cas où ce dernier subirait un préjudice particulier du fait de ce retrait.

Article 9 - Modification des statuts

La majorité simple est requise pour la modification des statuts.

Article 10 – Comité syndical

1. Composition

Le Syndicat est administré par un Comité syndical composé de délégués choisis parmi les membres élus de la Région, des Départements, des Communes ou des ou des groupements de communes adhérents, selon les dispositions ci-dessous :

- Un représentant pour chacune des communes adhérentes à titre individuel à l'exception de la Ville de Paris,
- Un nombre de représentants pour chaque établissement public de coopération intercommunale égal au nombre de communes membres de l'EPCI,
- Un représentant pour la Région,
- Un représentant pour chaque Département,
- Deux représentants pour la Ville de Paris.

Le ou les délégués au Comité syndical sont élus en leur sein par chacune des assemblées délibérantes des collectivités et établissements publics.

Chaque collectivité territoriale désigne pour chaque délégué, un suppléant appelé à siéger, avec voix délibérative, en cas d'empêchement du titulaire.

Les délégués sont élus pour la durée de leur mandat et jusqu'à la date d'installation du nouveau Comité syndical.

En cas de vacance des sièges réservés à une collectivité ou à un établissement public, l'assemblée délibérante procède au remplacement dans un délai de 1 mois suivant la date à laquelle la vacance a été constatée.

A défaut, si l'assemblée délibérante d'une collectivité ou d'un établissement public néglige ou refuse de désigner son ou ses délégués, sa représentation au sein du Comité syndical est assurée, à concurrence du nombre de sièges attribués, par le maire ou le président si elle ne compte qu'un délégué, et, dans le cas contraire, par le maire et le premier adjoint ou le président et le 1^{er} vice-président de la collectivité ou de l'établissement public suivant leur ordre d'élection. L'organe délibérant est alors réputé complet.

Les délégués des collectivités et des établissements publics suivent, quant à la durée de leur mandat au Comité syndical, le sort de l'assemblée délibérante qui les a élus. Après le renouvellement général des assemblées délibérantes d'une catégorie des membres du Syndicat mixte, ou en cas de

suspension, de dissolution ou de démission de tous les membres de ces assemblées, le mandat des délégués est prorogé jusqu'à la désignation des délégués par leur nouvelle assemblée délibérante.

Les dispositions du précédent alinéa ne font pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à leur remplacement par une nouvelle désignation.

Les délégués sortants sont rééligibles.

Le Comité syndical élit en son sein un/une président(e).

2. Répartition des voix

Chaque représentant d'une commune, à l'exception de la Ville de Paris, dispose d'un nombre de voix égal au nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date sur son territoire.

Les représentants de la Ville de Paris se partagent un nombre de voix égal au nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date sur son territoire.

Les représentants d'un même EPCI se partagent un nombre de voix égal au nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date sur le territoire de l'établissement.

Pour toutes les collectivités et EPCI qui adhèrent au Syndicat et qui n'ont aucune station réalisée et ouverte, une voix est attribuée à chaque délégué jusqu'à la réalisation et l'ouverture de la première station.

Chaque représentant de la région ou d'un département dispose d'un nombre de voix égal au nombre « d'équivalent-stations » défini à l'article 7 dans le cas d'un subventionnement ou d'une voix dans le cas d'un abandon des indemnités d'occupation du domaine départemental.

La répartition des voix est recalculée la veille de l'envoi des convocations de chaque Comité syndical en fonction du nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date.

3. Fonctionnement

Les dispositions du C.G.C.T. relatives au fonctionnement du Conseil municipal des communes de 3 500 habitants et plus sont applicables au fonctionnement du Comité syndical du Syndicat mixte sous réserve des dispositions contraires des présents statuts.

Le Comité syndical se réunit au moins une fois par semestre, au siège administratif du Syndicat mixte ou dans un lieu choisi par lui sur le territoire de l'une ou l'autre des collectivités ou établissements publics.

Le Comité syndical est convoqué par son/sa président(e) au moins cinq jours francs avant sa séance.

Le Comité syndical peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son/sa président(e). Cette convocation est de droit, dans un délai maximal de trente jours, lorsqu'une demande motivée en est faite au/à la président(e), soit par le Préfet d'un département dans lequel est sise une commune ou établissement public intercommunale adhérant au Syndicat mixte, soit par le tiers au moins des membres du Comité syndical.

Les séances du Comité syndical sont publiques. Toutefois, à la demande du/de la président(e) ou de cinq au moins de ses membres, le Comité syndical peut décider, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, de se tenir à huis clos. Lorsqu'il est décidé que le Comité syndical se réunit à huis clos, le public, toutes les personnes étrangères au Comité ainsi que les agents du Syndicat doivent se retirer.

Le/la président(e) fixe l'ordre du jour de la séance.

Sauf dispositions contraires dans les présents statuts, le quorum est atteint lorsque la moitié des membres du Comité syndical est présente ou représentée.

A défaut, le/la président(e) convoque, de nouveau, le Comité dans les mêmes délais ou dans un délai d'un jour franc en cas d'urgence. Le Comité siège alors sans condition de quorum.

Les délibérations du Comité syndical sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du/de la président(e) est prépondérante.

En cas d'empêchement du suppléant, tout délégué du Comité syndical peut donner à un autre membre de son choix pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même délégué ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, le pouvoir ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Afin d'assurer la continuité des décisions, tous les suppléants peuvent assister aux séances sans prendre part au vote, lorsque le titulaire est présent.

Le/la président(e) peut en fonction de l'ordre du jour, convier toute personne qualifiée, avec voix consultative, aux réunions du Comité syndical ou de son Bureau.

Le Comité syndical peut créer des commissions thématiques consultatives chargées d'étudier les questions soumises au Syndicat mixte. Leur composition sera définie dans le règlement intérieur établi par le Comité syndical.

4. Attributions

Le Comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence du Syndicat, ainsi :

- Il élit un bureau.
- Il vote le budget et approuve les comptes.
- Il approuve les programmes de travaux et vote les moyens financiers correspondants.
- Il établit le règlement intérieur.
- Il décide des conventions à passer pour la réalisation de son objet.
- Il décide de toutes modifications des statuts, dans les conditions fixées à l'article 8 des présents statuts.
- Il décide de la souscription des emprunts prévus à l'article 7 des présents statuts.
- Il fixe le montant maximum des droits et redevances d'occupation votés par les communes pour l'occupation du domaine dont elles sont propriétaires ou sous concédantes prévus à l'article 16 des présents statuts.
- Il donne au/à la président(e) l'autorisation de signer les baux, d'intenter et de soutenir les actions en justice et d'accepter les transactions.

Le Comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au/à la président(e) ou au Bureau à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15,

- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat,
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public.
- De la délégation de la gestion d'un service public.

Article 11 – président(e)

Le/la président(e) est élu(e) par le Comité syndical à la majorité absolue aux deux premiers tours et à la majorité relative au troisième tour.

Le/la président(e) convoque aux réunions du Comité syndical et du Bureau.

- Il/elle dirige les débats et contrôle les votes. En cas d'absence de celui-ci, la présidence est assurée par les Vice-présidents, dans l'ordre de leur désignation
- Il/elle est chargé(e) de suivre l'exécution des décisions prises par le Comité syndical et le Bureau,
- Il/elle ordonnance les dépenses et prescrit l'exécution des recettes du Syndicat,
- Il/elle est chargé(e) de l'administration et à ce titre, il/elle recrute le personnel après création des postes par délibération du Comité syndical,
- Il/elle représente en justice le Syndicat,
- Il/elle peut déléguer, sous sa surveillance et sous sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents, ainsi que sa signature au/à la directeur/directrice et éventuellement aux responsables des services du Syndicat.
- En cas d'absence ou de tout autre empêchement, le/la président(e) est provisoirement remplacé(e), dans la plénitude de ses fonctions par un/une vice-président(e), dans l'ordre des nominations, ou à défaut de vice-président(e), par un membre du Bureau désigné en son sein.
- Il/elle tient la comptabilité de l'engagement des dépenses dans les conditions fixées par l'article L 2342-2 du C.G.C.T. et l'arrêté ministériel du 26 avril 1996.

Article 12 - Le Bureau

Le Bureau est composé du/de la président(e), de vice-président(e)s et de membres élus conformément aux dispositions prévues à l'article L. 2122-7 du C.G.C.T.

Le nombre de vice-président(e)s et de membres du Bureau est fixé par le Comité syndical dans les conditions fixées à l'article L. 5211-10 du C.G.C.T.

Le Comité syndical délègue une partie de ses attributions au/à la président(e) et au Bureau, dans les limites fixées à l'article L. 5211-10 du C.G.C.T., pour les affaires courantes dont l'urgence ne permet pas de les soumettre au prochain Comité syndical.

Les réunions du Bureau ont lieu sur convocation du/de la président(e). Le Bureau ne peut procéder au vote que si la moitié de ses délégués est présente ou représentée.

Les délibérations du Bureau sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, chaque membre disposant d'une voix. En cas de partage égal des voix, la voix du/de la président(e) est prépondérante.

Un membre du Bureau empêché d'assister à une séance peut, en cas d'empêchement de son suppléant, donner à un autre membre de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, le pouvoir ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les suppléants des membres du bureau peuvent assister aux séances du bureau, sans prendre part au vote lorsque le titulaire est présent.

En cas de vacance d'un siège, quelle qu'en soit la cause, le Comité pourvoit au remplacement du membre en cause lors de sa première session suivant la vacance.

Le mandat des membres du Bureau expire en même temps que celui des membres du Comité. Jusqu'à la date d'installation du nouveau Comité syndical, les membres du Bureau peuvent prendre toute mesure nécessaire pour assurer la continuité du service public.

Article 13 – Directeur/Directrice

Le/la directeur(trice) du Syndicat mixte est soit recruté(e) directement, soit mise à disposition par un membre du Syndicat. Une convention règle les modalités pratiques de cette mise à disposition.

Sur délégation du/de la président(e), il/elle administre le Syndicat mixte. Il/elle prépare et exécute les décisions du Comité syndical et du Bureau. Il/elle assiste le/la président(e) du Syndicat mixte dans tous les actes pour lesquels il/elle a reçu délégation du Comité syndical.

- Il/elle est associé(e) au recrutement et à la gestion du personnel.
- Il/elle dirige les services du Syndicat mixte et est investi(e) de l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel.
- Il/elle assiste sans droit de vote aux réunions du Comité syndical et du Bureau.

Article 14 – Budget

Le budget du Syndicat mixte pourvoit aux dépenses de toutes natures imposées, tant en fonctionnement qu'en investissements, par l'exécution des missions constituant son objet.

Les recettes de ce budget sont celles qui figurent à l'article L.5212-19 du C.G.C.T. Elles comprennent :

- 1) La contribution obligatoire des membres
- 2) Le revenu des biens meubles ou immeubles appartenant ou concédés au Syndicat mixte, ainsi que le revenu des marques, brevets et produits dérivés ou autres actifs immatériels dont il est propriétaire ou dont il est en charge de l'exploitation
- 3) Toutes les sommes reçues en échange d'un service rendu.
- 4) Les subventions de fonctionnement et d'investissement en provenance de l'Etat, de collectivités territoriales ou de tous autres établissements publics et de l'union européenne.
- 5) Les produits des dons, legs, fonds de concours, mécénat et parrainage.
- 6) Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés.
- 7) Le produit des emprunts.
- 8) Les redevances d'exploitation versées par les délégataires de ses services publics.

Des copies du budget et des comptes du Syndicat mixte seront adressées chaque année aux membres adhérents.

Article 15 - Contribution des membres

La contribution obligatoire des collectivités et des établissements publics adhérents sera fixée chaque année par le Comité syndical lors du vote du budget. Cette contribution doit permettre d'équilibrer le budget du Syndicat. Elle vient en complément des participations versées pour la souscription de stations ou « d'équivalent-stations » telles qu'indiquées à l'article 7.

ERROR: invalidfont

OFFENDING COMMAND: xshow

Après la mise en service opérationnelle d'Autolib', le Syndicat recherchera l'équilibre de ses comptes par ses propres moyens. Les collectivités adhérentes ne pourront pas être appelées pour combler un éventuel déficit de fonctionnement, sauf faillite du délégataire ou dispositions résultant de la convention de [23.787 24.192 11.007 15.372 26.442 11.997 24.192 23.787 11.142 26.442 23.787 11.142 26.442 10.422 23.787 11.997 24.192 11.142 26.442 15.372 25.767 11.997 11.007 11.142 10.422 26.442 11.142 35.217 11.997 18.297 23.787 11.142 26.442 11.142 26.442 11.997 18.297 26.442 25.767 18.297] équilibrer le budget. Les collectivités adhérentes de la même manière que la répartition des droits de vote mentionnée à l'article 10.

Article 16 - Mise à disposition de biens ou de personnels

Sauf dispositions contraires prévues au présent article, le transfert de l'exploitation du service public de véhicules automobiles en libre service au Syndicat mixte entra



Autolib[®] Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

PROJET DE MODIFICATION DES STATUTS

Article 1^{er} – Dénomination – Composition

Il est décidé de créer le Syndicat mixte d'automobiles en libre service en application des articles L5721-1 à 5722-6 du C.G.C.T. qui sera dénommé « **Autolib' Métropole** ».

Peuvent être membres du présent Syndicat avec voix délibérative, les collectivités suivantes :

- la Ville de Paris
- les 412 communes de la Région Ile-de-France comprises dans l'« unité urbaine de Paris 2010 » au sens de l'INSEE (cf. annexe)
- les Établissements publics de la Région Ile-de-France compris en partie ou en totalité dans l'« unité urbaine de Paris 2010 » au sens de l'INSEE (cf. annexe)
- La Région Ile-de-France
- Les Départements d'Ile-de-France

A la date de création du présent syndicat, sont membres :

- La communauté d'agglomération Plaine Centrale du Val de Marne
- La communauté d'agglomération Val de Seine
- La commune d'Arcueil
- La commune de Bagnolet
- La commune du Bourget
- La commune de Cachan
- La commune de La Garenne-Colombes
- La commune des Lilas
- La commune de Montrouge
- La commune de Nanterre
- La commune de Neuilly-sur-Seine
- La commune de Pantin
- La commune de Paris
- La commune de Saint-Mandé
- La commune de Sceaux
- La commune de Villeneuve-la-Garenne

D'autres membres répondant aux conditions fixées au présent article pourront éventuellement adhérer dans les conditions fixées à l'article 6 des présents statuts.

Article 2 – Objet du Syndicat mixte

Conformément à l'article L. 5721-2 du C.G.C.T., les collectivités membres du présent Syndicat mixte se groupent pour l'étude, la réalisation et l'exploitation d'un service public de véhicules automobiles en libre service dénommé « Autolib' ».

La réalisation s'étend aux ouvrages annexes nécessaires au bon fonctionnement du service.

L'objet du Syndicat mixte peut être modifié à l'unanimité des membres du Comité syndical.

Cette exploitation peut être déléguée à un opérateur public ou privé.

La Ville de Paris accorde une licence d'exploitation gratuite de la marque « Autolib' » au Syndicat mixte.

Article 3 – Périmètre de compétences du Syndicat mixte

Le périmètre de compétences du Syndicat mixte comprend le territoire des communes et de leurs établissements publics potentiellement membres du Syndicat tels que mentionnés à l'article 1.

Article 4 – Siège

Le siège du Syndicat mixte est fixé à l'adresse suivante : 2 rue Jean Lantier, 75001 Paris.

Article 5 – Durée

Le Syndicat mixte est constitué pour une durée illimitée à compter de la publication de l'arrêté préfectoral approuvant la création de cet établissement.

Il pourra être dissout conformément aux articles L 5721-7 et L 5721-7-1 du C.G.C.T.

Article 6 - Admission de nouveaux membres

Toutes les personnes publiques visées à l'article L. 5721-2 du C.G.C.T. et mentionnées à l'article 1 des présents statuts, peuvent demander à adhérer au Syndicat mixte.

La décision d'adhésion d'un nouveau membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués au Comité syndical. La délibération d'adhésion d'un nouveau membre fixe sa contribution au budget du Syndicat mixte.

Article 7 - Souscription de stations

Lors de la création du Syndicat mixte, les communes ou les établissements publics membres souscrivent un nombre de stations Autolib' à implanter sur leur territoire. Le Syndicat mixte fixe, à la mise en service d'Autolib', le montant de la participation aux investissements due par les communes ou leurs établissements publics pour chaque station implantée sur leur territoire.

Toutefois, les communes et établissements publics qui adhèrent au Syndicat mixte postérieurement à la date de mise en service d'Autolib' acquittent une souscription correspondant au coût effectif des travaux nécessaires. L'éventuelle majoration du coût résultant des investissements nécessaires postérieurement à la mise en service d'Autolib' est plafonnée à 20 % du montant de la participation prévue à l'alinéa précédent (en sus de l'actualisation des prix).

A la demande des communes ou de leurs établissements, le Syndicat mixte peut souscrire un emprunt couvrant tout ou partie des participations dues par les communes ou les établissements pour les stations implantées sur leur territoire.

Le Syndicat mixte se fait ensuite reverser la participation prévue à l'alinéa précédent pour un montant équivalent aux annuités de remboursement de cet emprunt, capital et intérêts, par les communes concernées, sur une base annuelle et sur une durée de dix ans ou sur la durée de la délégation de service public dans le cas où ce mode de gestion est retenu.

La Région et les Départements membres participent soit par le biais du versement d'une subvention d'investissement soit par le biais d'un abandon des indemnités d'occupation du domaine public départemental. Dans le premier cas, la subvention est convertie en « équivalent-stations » sur la base du coût moyen versé par les communes et établissements membres pour les stations souscrites lors de la création du Syndicat mixte. Jusqu'à la mise en service du système, ce coût moyen est fixé par hypothèse à 50 000 €. Il sera ajusté à la mise en service du système en fonction du coût réel constaté.

Article 8 - Retrait d'un membre

Le retrait d'un membre du Syndicat mixte peut s'effectuer dans les conditions prévues à l'article L. 5721-6-2 du C.G.C.T. après délibération du Comité syndical. Une majorité qualifiée des deux tiers des votes exprimés en faveur du retrait est nécessaire pour que celui-ci soit accepté.

Le cas échéant, une convention règle les modalités d'indemnisation du Syndicat mixte au cas où ce dernier subirait un préjudice particulier du fait de ce retrait.

Article 9 - Modification des statuts

La majorité simple est requise pour la modification des statuts.

Article 10 – Comité syndical

1. Composition

Le Syndicat est administré par un Comité syndical composé de délégués choisis parmi les membres élus de la Région, des Départements, des Communes ou des ou des groupements de communes adhérents, selon les dispositions ci-dessous :

- Un représentant pour chacune des communes adhérentes à titre individuel à l'exception de la Ville de Paris,
- Un nombre de représentants pour chaque établissement public de coopération intercommunale égal au nombre de communes membres de l'EPCI,
- Un représentant pour la Région,
- Un représentant pour chaque Département,
- Deux représentants pour la Ville de Paris.

Le ou les délégués au Comité syndical sont élus en leur sein par chacune des assemblées délibérantes des collectivités et établissements publics.

Chaque collectivité territoriale désigne pour chaque délégué, un suppléant appelé à siéger, avec voix délibérative, en cas d'empêchement du titulaire.

Les délégués sont élus pour la durée de leur mandat et jusqu'à la date d'installation du nouveau Comité syndical.

En cas de vacance des sièges réservés à une collectivité ou à un établissement public, l'assemblée délibérante procède au remplacement dans un délai de 1 mois suivant la date à laquelle la vacance a été constatée.

A défaut, si l'assemblée délibérante d'une collectivité ou d'un établissement public néglige ou refuse de désigner son ou ses délégués, sa représentation au sein du Comité syndical est assurée, à concurrence du nombre de sièges attribués, par le maire ou le président si elle ne compte qu'un délégué, et, dans le cas contraire, par le maire et le premier adjoint ou le président et le 1^{er} vice-président de la collectivité ou de l'établissement public suivant leur ordre d'élection. L'organe délibérant est alors réputé complet.

Les délégués des collectivités et des établissements publics suivent, quant à la durée de leur mandat au Comité syndical, le sort de l'assemblée délibérante qui les a élus. Après le renouvellement général des assemblées délibérantes d'une catégorie des membres du Syndicat mixte, ou en cas de

suspension, de dissolution ou de démission de tous les membres de ces assemblées, le mandat des délégués est prorogé jusqu'à la désignation des délégués par leur nouvelle assemblée délibérante.

Les dispositions du précédent alinéa ne font pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à leur remplacement par une nouvelle désignation.

Les délégués sortants sont rééligibles.

Le Comité syndical élit en son sein un/une président(e).

2. Répartition des voix

Chaque représentant d'une commune, à l'exception de la Ville de Paris, dispose d'un nombre de voix égal au nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date sur son territoire.

Les représentants de la Ville de Paris se partagent un nombre de voix égal au nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date sur son territoire.

Les représentants d'un même EPCI se partagent un nombre de voix égal au nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date sur le territoire de l'établissement.

Pour toutes les collectivités et EPCI qui adhèrent au Syndicat et qui n'ont aucune station réalisée et ouverte, une voix est attribuée à chaque délégué jusqu'à la réalisation et l'ouverture de la première station.

Chaque représentant de la région ou d'un département dispose d'un nombre de voix égal au nombre « d'équivalent-stations » défini à l'article 7 dans le cas d'un subventionnement ou d'une voix dans le cas d'un abandon des indemnités d'occupation du domaine départemental.

La répartition des voix est recalculée la veille de l'envoi des convocations de chaque Comité syndical en fonction du nombre de stations réalisées et ouvertes au public à cette date.

3. Fonctionnement

Les dispositions du C.G.C.T. relatives au fonctionnement du Conseil municipal des communes de 3 500 habitants et plus sont applicables au fonctionnement du Comité syndical du Syndicat mixte sous réserve des dispositions contraires des présents statuts.

Le Comité syndical se réunit au moins une fois par semestre, au siège administratif du Syndicat mixte ou dans un lieu choisi par lui sur le territoire de l'une ou l'autre des collectivités ou établissements publics.

Le Comité syndical est convoqué par son/sa président(e) au moins cinq jours francs avant sa séance.

Le Comité syndical peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son/sa président(e). Cette convocation est de droit, dans un délai maximal de trente jours, lorsqu'une demande motivée en est faite au/à la président(e), soit par le Préfet d'un département dans lequel est sise une commune ou établissement public intercommunale adhérant au Syndicat mixte, soit par le tiers au moins des membres du Comité syndical.

Les séances du Comité syndical sont publiques. Toutefois, à la demande du/de la président(e) ou de cinq au moins de ses membres, le Comité syndical peut décider, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, de se tenir à huis clos. Lorsqu'il est décidé que le Comité syndical se réunit à huis clos, le public, toutes les personnes étrangères au Comité ainsi que les agents du Syndicat doivent se retirer.

Le/la président(e) fixe l'ordre du jour de la séance.

Sauf dispositions contraires dans les présents statuts, le quorum est atteint lorsque la moitié des membres du Comité syndical est présente ou représentée.

A défaut, le/la président(e) convoque, de nouveau, le Comité dans les mêmes délais ou dans un délai d'un jour franc en cas d'urgence. Le Comité siège alors sans condition de quorum.

Les délibérations du Comité syndical sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du/de la président(e) est prépondérante.

En cas d'empêchement du suppléant, tout délégué du Comité syndical peut donner à un autre membre de son choix pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même délégué ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, le pouvoir ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Afin d'assurer la continuité des décisions, tous les suppléants peuvent assister aux séances sans prendre part au vote, lorsque le titulaire est présent.

Le/la président(e) peut en fonction de l'ordre du jour, convier toute personne qualifiée, avec voix consultative, aux réunions du Comité syndical ou de son Bureau.

Le Comité syndical peut créer des commissions thématiques consultatives chargées d'étudier les questions soumises au Syndicat mixte. Leur composition sera définie dans le règlement intérieur établi par le Comité syndical.

4. Attributions

Le Comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence du Syndicat, ainsi :

- Il élit un bureau.
- Il vote le budget et approuve les comptes.
- Il approuve les programmes de travaux et vote les moyens financiers correspondants.
- Il établit le règlement intérieur.
- Il décide des conventions à passer pour la réalisation de son objet.
- Il décide de toutes modifications des statuts, dans les conditions fixées à l'article 8 des présents statuts.
- Il décide de la souscription des emprunts prévus à l'article 7 des présents statuts.
- Il fixe le montant maximum des droits et redevances d'occupation votés par les communes pour l'occupation du domaine dont elles sont propriétaires ou sous concédantes prévus à l'article 16 des présents statuts.
- Il donne au/à la président(e) l'autorisation de signer les baux, d'intenter et de soutenir les actions en justice et d'accepter les transactions.

Le Comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au/à la président(e) ou au Bureau à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15,

- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat,
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public.
- De la délégation de la gestion d'un service public.

Article 11 – président(e)

Le/la président(e) est élu(e) par le Comité syndical à la majorité absolue aux deux premiers tours et à la majorité relative au troisième tour.

Le/la président(e) convoque aux réunions du Comité syndical et du Bureau.

- Il/elle dirige les débats et contrôle les votes. En cas d'absence de celui-ci, la présidence est assurée par les Vice-présidents, dans l'ordre de leur désignation
- Il/elle est chargé(e) de suivre l'exécution des décisions prises par le Comité syndical et le Bureau,
- Il/elle ordonnance les dépenses et prescrit l'exécution des recettes du Syndicat,
- Il/elle est chargé(e) de l'administration et à ce titre, il/elle recrute le personnel après création des postes par délibération du Comité syndical,
- Il/elle représente en justice le Syndicat,
- Il/elle peut déléguer, sous sa surveillance et sous sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents, ainsi que sa signature au/à la directeur/directrice et éventuellement aux responsables des services du Syndicat.
- En cas d'absence ou de tout autre empêchement, le/la président(e) est provisoirement remplacé(e), dans la plénitude de ses fonctions par un/une vice-président(e), dans l'ordre des nominations, ou à défaut de vice-président(e), par un membre du Bureau désigné en son sein.
- Il/elle tient la comptabilité de l'engagement des dépenses dans les conditions fixées par l'article L 2342-2 du C.G.C.T. et l'arrêté ministériel du 26 avril 1996.

Article 12 - Le Bureau

Le Bureau est composé du/de la président(e), de vice-président(e)s et de membres élus conformément aux dispositions prévues à l'article L. 2122-7 du C.G.C.T.

Le nombre de vice-président(e)s et de membres du Bureau est fixé par le Comité syndical dans les conditions fixées à l'article L. 5211-10 du C.G.C.T.

Le Comité syndical délègue une partie de ses attributions au/à la président(e) et au Bureau, dans les limites fixées à l'article L. 5211-10 du C.G.C.T., pour les affaires courantes dont l'urgence ne permet pas de les soumettre au prochain Comité syndical.

Les réunions du Bureau ont lieu sur convocation du/de la président(e). Le Bureau ne peut procéder au vote que si la moitié de ses délégués est présente ou représentée.

Les délibérations du Bureau sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, chaque membre disposant d'une voix. En cas de partage égal des voix, la voix du/de la président(e) est prépondérante.

Un membre du Bureau empêché d'assister à une séance peut, en cas d'empêchement de son suppléant, donner à un autre membre de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, le pouvoir ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les suppléants des membres du bureau peuvent assister aux séances du bureau, sans prendre part au vote lorsque le titulaire est présent.

En cas de vacance d'un siège, quelle qu'en soit la cause, le Comité pourvoit au remplacement du membre en cause lors de sa première session suivant la vacance.

Le mandat des membres du Bureau expire en même temps que celui des membres du Comité. Jusqu'à la date d'installation du nouveau Comité syndical, les membres du Bureau peuvent prendre toute mesure nécessaire pour assurer la continuité du service public.

Article 13 – Directeur/Directrice

Le/la directeur(trice) du Syndicat mixte est soit recruté(e) directement, soit mise à disposition par un membre du Syndicat. Une convention règle les modalités pratiques de cette mise à disposition.

Sur délégation du/de la président(e), il/elle administre le Syndicat mixte. Il/elle prépare et exécute les décisions du Comité syndical et du Bureau. Il/elle assiste le/la président(e) du Syndicat mixte dans tous les actes pour lesquels il/elle a reçu délégation du Comité syndical.

- Il/elle est associé(e) au recrutement et à la gestion du personnel.
- Il/elle dirige les services du Syndicat mixte et est investi(e) de l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel.
- Il/elle assiste sans droit de vote aux réunions du Comité syndical et du Bureau.

Article 14 – Budget

Le budget du Syndicat mixte pourvoit aux dépenses de toutes natures imposées, tant en fonctionnement qu'en investissements, par l'exécution des missions constituant son objet.

Les recettes de ce budget sont celles qui figurent à l'article L.5212-19 du C.G.C.T. Elles comprennent :

- 1) La contribution obligatoire des membres
- 2) Le revenu des biens meubles ou immeubles appartenant ou concédés au Syndicat mixte, ainsi que le revenu des marques, brevets et produits dérivés ou autres actifs immatériels dont il est propriétaire ou dont il est en charge de l'exploitation
- 3) Toutes les sommes reçues en échange d'un service rendu.
- 4) Les subventions de fonctionnement et d'investissement en provenance de l'Etat, de collectivités territoriales ou de tous autres établissements publics et de l'union européenne.
- 5) Les produits des dons, legs, fonds de concours, mécénat et parrainage.
- 6) Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés.
- 7) Le produit des emprunts.
- 8) Les redevances d'exploitation versées par les délégataires de ses services publics.

Des copies du budget et des comptes du Syndicat mixte seront adressées chaque année aux membres adhérents.

Article 15 - Contribution des membres

La contribution obligatoire des collectivités et des établissements publics adhérents sera fixée chaque année par le Comité syndical lors du vote du budget. Cette contribution doit permettre d'équilibrer le budget du Syndicat. Elle vient en complément des participations versées pour la souscription de stations ou « d'équivalent-stations » telles qu'indiquées à l'article 7.

ERROR: invalidfont

OFFENDING COMMAND: xshow

Après la mise en service opérationnelle d'Autolib', le Syndicat recherchera l'équilibre de ses comptes par ses propres moyens. Les collectivités adhérentes ne pourront pas être appelées pour combler un éventuel déficit de fonctionnement, sauf faillite du délégataire ou dispositions résultant de la convention de [23.787 24.192 11.007 15.372 26.442 11.997 24.192 23.787 11.142 26.442 23.787 11.142 26.442 10.422 23.787 11.997 24.192 11.142 26.442 15.372 25.767 11.997 11.007 11.142 10.422 26.442 11.142 35.217 11.997 18.297 23.787 11.142 26.442 11.142 26.442 11.997 18.297 26.442 25.767 18.297] pour équilibrer le budget. Les collectivités adhérentes de la même manière que la répartition des droits de vote mentionnée à l'article 10.

Article 16 - Mise à disposition de biens ou de personnels

Sauf dispositions contraires prévues au présent article, le transfert de l'exploitation du service public de véhicules automobiles en libre service au Syndicat mixte entra

